



DL/SC

## Journée d'action du 16 octobre le SGLCE y sera

Le SGLCE sera au rendez-vous du 16 octobre, dans le cadre de la journée interprofessionnelle à l'appel de la CGT. Notre refus des politiques d'austérité (CICE, pacte de responsabilité) et les attaques que subissent les salariés dans notre profession justifient que ceux-ci se mobilisent.

Les coupes budgétaires concernant le Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale que s'apprête à présenter le gouvernement aux députés sont inacceptables. Au lieu de modifier l'assiette de cotisation pour le financement de la *Sécu*, en taxant par exemple les dividendes des actionnaires, le gouvernement s'en prend une nouvelle fois aux ménages les plus modestes en économisant entre autre sur la branche famille.

Quant aux attaques recensées dans notre profession, elles concernent à la fois les sièges éditoriaux, les imprimeries et la distribution sur Paris. Le SGLCE s'oppose à la volonté patronale de réduire les droits des salariés. À ce titre, les conventions collectives de la presse quotidienne nationale liées aux produits effectués ne sont PAS négociables. Elles doivent continuer à être appliquées dans l'intégralité et à tous leurs bénéficiaires.

Dans les imprimeries, il y a nécessité de dresser de véritables perspectives d'avenir sur les investissements, la charge de travail (rapatriement des travaux imprimés à l'étranger qui sont lus et distribués en France) et l'emploi. Le support papier est considéré comme une valeur sûre. Il ne peut être condamné au prétexte de l'émergence de nouveaux supports, notamment numériques.

Dans la Distribution, l'approche patronale est l'externalisation des activités traitées aujourd'hui par Presstalis. Les mesures d'âge ne peuvent pas être l'unique variable d'ajustement. La charge de travail existe ; elle est traitée dans les centres d'exploitation parisiens et doit y être conservée. C'est en tout cas la volonté des salariés.

À l'AFP, au nom d'un changement de gouvernance, la direction remet en cause le statut des personnels en voulant filialiser la technique. L'Agence a une mission d'intérêt général, dans sa globalité et avec tous ses métiers. C'est ce que défendent à juste titre les salariés de l'Agence France Presse.

Pour toutes ces raisons de remise en cause des statuts et conventions, d'absence de perspectives industrielles (investissements et charge de travail), de manque d'effectifs affirmés et d'une véritable discussion sur la pénibilité que le SGLCE appelle le 16 octobre tous les salariés de la profession à une **non-parution des quotidiens nationaux pouvant aller à 24 heures d'arrêt de travail.**

Un rassemblement aura lieu :

- devant le siège du groupe Amaury à partir de **9 h 00 : 873 rue Yves Kermen à Boulogne Billancourt (92)**

et se terminera au plus tard à 11 h 00 pour **rejoindre la manifestation :**

- **à 12 h 00, place de la Nation dans le cortège de l'UD CGT de Paris**  
derrière la camionnette du SGLCE.

**Nous vous y attendons nombreux.**

*Paris, le 9 octobre 2014*